MALEK

avait l'Algérie au cœur

Ce fut à l'échelle planétaire un évènement, les otages américains reçus à Alger et «remis» par Mohamed Seddik Benyahia, notre ministre des Affaires étrangères, au secrétaire d'Etat américain Warren Christopher. On apprendra plus tard que les Américains, malgré la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran, eurent un comportement ambivalent en aidant les Iraniens dans leur guerre avec l'Irak, ce sera le fameux scandale Irangate…

La décennie noire et l'échec de la transition

Les convulsions du pays à la fin des années 1980 amenèrent le FIS aux portes du pouvoir. Le coup d'arrêt donné au processus électoral fut soutenu par plusieurs personnalités politiques et militaires. Redha Malek en fera partie. Il s'est toujours déclaré, sans atermoiement ni calcul politicien, partisan de la séparation entre le politique et le religieux. Il sera nommé après la mort de Mohamed Boudiaf, membre du Haut-Comité d'Etat (HCE), une instance collégiale qui a dirigé l'Algérie de 1992 à 1994.

Dans une déclaration à *Jeune Afrique*, Redha Malek donnera sa vision des évènements : «L'Algérie a lutté pendant huit années, a réussi sa révolution. Mais celle-ci reste inachevée. Car il fallait non seulement arracher l'indépendance, mais aussi organiser une société juste et moderne, et promouvoir les libertés fondamentales. Liberté de conscience, liberté d'opinion, liberté d'expression, justice sociale… Je m'oppose à ceux qui disent que rien n'a été fait, mais il reste encore beaucoup à faire. Nous ne devons pas nous endormir sur l'oreiller de l'indépendance et de la souveraineté. L'indépendance signifie que nous sommes sur la sellette de l'Histoire. Voyez ce qui se passe dans le monde arabe. Il y a eu des dictatures inacceptables, contraires à l'évolution et au progrès. Les Constitutions doivent être respectées au même titre que l'alternance au pouvoir. Les portes de la démocratie ont été ouvertes en Algérie en 1991. Mais des forces rétrogrades s'y sont engouffrées. Nous avons été obligés de réagir. Contre vents et marées, nous sommes parvenus à maintenir le caractère moderne de l'Algérie. J'aimerais que nos frères arabes profitent de cette expérience. Ils doivent savoir que la démocratie ne crée pas automatiquement le progrès. Les élections libres sont une chose, mais si le pays, ou l'État, est en crise, comment peut-on les organiser ? Cela peut conduire à une aventure dangereuse. Quant aux islamistes, au nom de quoi se permettent-ils de confisquer une religion ?»[3]

S'agissant de la situation de l'Algérie et après la décennie noire Redha Malek est de ceux qui constatèrent l'échec de la transition du pouvoir militaire vers le civil. Pour lui, la transition qui devait commencer en 1999 avec l'arrivée au pouvoir d'un président civil n'a pas abouti.

Fayçal Métaoui écrit à ce sujet : «Pour Redha Malek le blocage ne viendrait pas de "généraux" accrochés à leurs privilèges. Car "Un retrait de l'armée de la décision politique provoquerait une vacuité du pouvoir, que la société civile, encore fragile, et que les partis divisés sur des questions de fond n'arriveraient pas à combler", il en appelle à une "transition". Simultanément, les forces démocratiques doivent s'organiser afin de se constituer en force sociopolitique consistante, l'armée, de son côté, devra effectuer graduellement son retrait de façon planifiée.» «Dans quelques années, nous serons quarante millions d'habitants. On ne peut plus diriger quarante millions d'Algériens avec des méthodes vétustes !» Pour lui, l'inconsistance des institutions, le déclin du sentiment national et la perte du sens civique ne permettent pas une «interprétation sereine» du passé. «Les malheurs indicibles du présent sont automatiquement imputés à la Révolution transformée en boîte de Pandore historique», a-t-il regretté dans la préface du livre.[4]

Photo : Samir Sid

Redha Malek.

Redha Malek formait un bloc monolithique avec l'amour du pays. Renvoyant dos à dos les révisionnistes visant à faire croire que la France nous a donné l'indépendance, et ceux qui veulent faire du combat de tous les Algériens un fonds exclusif au service d'une évanescente famille révolutionnaire dont on peut douter de la valeur ajoutée et qui font dans la fuite en avant exigeant une repentance, il déclare : «Nous n'avons pas de complexe à avoir, et absolument rien à demander. Cela dit, l'adoption d'une loi déclarant le caractère positif de la colonisation est une véritable provocation. Faut-il rappeler le génocide lors de la conquête de l'Algérie, les barriques d'oreilles coupées, les enfumades, les massacres ? Il nous suffit également de rappeler le code de l'indigénat.

La France a voulu faire de nous des sous-hommes.» Avec la disparition de Rédha Malek, l'Algérie perd un de ses derniers repères historiques. Plus que jamais et par les temps qui courent d'anomie du sens d'une perte de repères, il est important que la jeunesse sache que l'indépendance de l'Algérie ne fut pas un cadeau. C'est tout un peuple uni dans l'effort de libération du pays du joug colonial. Plus que jamais l'histoire trois fois millénaire reste à écrire.

C. E. C.

Les convulsions du pays à la fin des années 1980 amenèrent le FIS aux portes du pouvoir. Le coup d'arrêt donné au processus électoral fut soutenu par plusieurs personnalités politiques et militaires. Redha Malek en fera partie. Il s'est toujours déclaré, sans atermoiement ni calcul politicien, partisan de la séparation entre le politique et le religieux. Il sera nommé après la mort de Mohamed Boudiaf, membre du Haut-Comité d'Etat (HCE), une instance collégiale qui a dirigé l'Algérie de 1992 à 1994.

1.http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/07/29/algerie-mort-de-redha-malek-negociateur-des-accords-d-evian_5166484_3212.html

2.Zineb Merzouk http://www.jijel.info/forums/thread-505.html

3.http://www.jeuneafrique.com/142387/politique/alg-rie-r-dha-malek-notre-r-volution-est-inachev-e/

4.Fayçal Métaoui http://www.algeria-watch.org/fr/article/pol/anp_presidence/redha_malek_diagnostic.htm

PUBLICITÉ